

TABLEAU DES PRINCIPALES DECISIONS RENDUES EN MATIERES DE LIBERTES FONDAMENTALES – DECEMBRE 2017 - JANVIER 2018

©1anpourleCRFPA

- La colonne « JURIDICTION » informe au maximum le numéro de pourvoi ou de décision :
 - En **Bleu** : les juridictions de l'ordre judiciaire
 - En **Vert** : les juridictions de l'ordre administratif
 - En **Rouge** : la CEDH / CJUE
 - En **Violet** : le Conseil Constitutionnel
 - Une nouvelle rubrique fait son apparition : **Actualité** : toute l'actualité touchant aux libertés fondamentales
- **RAPPEL IMPORTANT** : Ce tableau comprend les principales décisions importantes et à connaître pour le Grand Oral 2018. **Il ne peut valablement constituer un rappel exhaustif de toutes les décisions rendues en 2018 dans les différents ordres de juridictions.**

NOVEMBRE 2017:

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
FIN NOVEMBRE 2017	ACTUALITE	LIBERTE D'EXPRESSION / LIBERTE DE L'ARTISTE	A Berlin, un « musée des martyrs » accorde une place à l'un des terroristes du Bataclan.
28/11/2017	COUR DE CASSATION, CRIM. 28/11/2017 n° 17-81.736	ECOUTES TELEPHONIQUES	La décision d'interception du juge d'instruction répond aux exigences légales lorsqu'elle est limitée à l'interception des communications des seules lignes téléphoniques identifiées à partir du boîtier de téléphone, dont le numéro IMEI était précisé.
29/11/2017	COUR DE CASSATION, Civ 1^{ère}, 29/11/2017 n° 16-50.061	GPA	Dans cet arrêt, la Cour de Cassation rappelle que l'acte de naissance d'un enfant, dressé à l'étranger, peut être transcrit sur les registres d'état civil français à condition que les faits qui y sont déclarés correspondent à la réalité (Position constante de la JP à ce sujet – V° également Civ 1 ^{ère} , 5 Juillet 2017)

DECEMBRE 2017 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
01/12/2017	CONSEIL CONSTITUTIONNEL QPC 2017-674	ASSIGNATION A RESIDENCE	<p>Cette QPC vient préciser les conditions du maintien de l'assignation à résidence d'un Algérien de 43 ans, condamnée en 2006 dans une affaire de terrorisme.</p> <ul style="list-style-type: none">- Tout d'abord, le Conseil juge que l'assignation à résidence sans limitation de durée d'un étranger auteur d'infractions en France était conforme à la Constitution. <p>Le Conseil vient cependant censurer certaines dispositions de l'article 561-1 du Code des étrangers qui permet d'assigner à résidence un étranger faisant l'objet d'une expulsion.</p>
05/12/2017	ACTUALITE	BOX SECURISE / BOX VITRE	<p>Une avocate demande à Toulouse, à ce que son client soit extrait du box vitré pour être jugé. Après délibération de la Cour, la Présidente demande aux policiers qui assuraient la sécurité de faire sortir le client de l'avocate. Les policiers refusent prétextant des ordres. Cet incident pose la question plus générale de la présomption d'innocence. Le 11 Décembre, un Magistrat du Tribunal Correctionnel de Créteil a également refusé que les prévenus, jugés en comparution immédiate à son audience, comparaissent dans un box vitré. Les policiers ont cette fois-ci respecté les ordres du juge.</p>
08/12/2017	CONSEIL CONSTITUTIONNEL DC 2017-680	INDEPENDANCE DU PARQUET	<p>Pour le Conseil Constitutionnel, les liens entre les procureurs et le garde des sceaux sont conforme à la Constitution. La QPC portait sur la conformité de l'article 5 de l'Ordonnance du 22 décembre 1958 à la Constitution. Cet article dispose que « Les magistrats du parquet sont placés sous la direction et le contrôle de leurs</p>

			chefs hiérarchiques et sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice. A l'audience, leur parole est libre ».
13/12/2017	COUR DE CASSATION	FIN DE VIE	Jean Mercier, un octogénaire ayant aidé sa femme à mourir en Novembre 2011 est condamnée à une peine d'un an de prison avec sursis pour non-assistance à personne en danger. Le parquet se pourvoit en cassation en Octobre 2017. Le 13 Décembre 2017, la Cour de Cassation confirme la décision de la Cour d'appel.
14/12/2017	CEDH, ORLANDI ET AUTRES C/ Italie (n° 26431/12)	UNION CIVILE DE MEME SEXE / DISCRIMINATION	La CEDH conclu à la « violation des droits des couples après leur mariage à l'étranger au motif que le droit italien ne leur offrait aucune protection ou reconnaissance légale avant 2016, année d'entrée en vigueur de la législation sur les unions civiles homosexuelles ».
13/12/2017	TRIBUNAL ADMINISTRATIF, LYON, « PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES » n° 17004697, C+	CLAUSE MOLIERE	Le TA de Lyon annule la délibération du Conseil Régional d'Auvergne-Rhône-Alpes prévoyant l'introduction d'une clause de langue française dans les marchés publics de la Région.
13/12/2017	ACTUALITE	LAICITE / DESSIN ANIME	Des enseignants de Langon ont décidé de suspendre une séance du film « L'étoile de Noel » le jugeant pas « très laïc » car il évoquait la Nativité. Cette décision a suscité de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux.
15/12/2017	CONSEIL CONSTITUTIONNEL, QPC 2017-682 – M. David P.	DELIT DE CONSULTATION HABITUELLE DES SITES INTERNET TERRORISTES II	Le Conseil Constitutionnel s'appuie sur l'article 11 de la DDHC et garde sa position en rappelant que « <i>eu égard au développement généralisé des services de communication au public en ligne (...), la liberté de communication implique la liberté d'accéder à de tels services</i> ». Le Conseil Constitutionnel rappelle que « <i>les atteintes portées à l'exercice de cette liberté doivent être nécessaires, adaptées et proportionnées à l'objectif poursuivi</i> ».

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
18/12/2017	ACTUALITE	PARQUET NATIONAL ANTITERRORISTE	Nicole Belloubet a annoncé la création d'un Parquet National Antiterroriste courant 2018. Cette création tient d'une volonté de créer une procédure pénale propre spécifique au terrorisme et soulager également les effectifs déjà surchargés du Procureur de Paris.
18/12/2017	ORDONNANCE n° 1705777 du 18/12/2017, REFERE, TA MONTPELLIER	CRECHE / PRINCIPE DE NEUTRALITE	Le tribunal enjoint à la commune de Béziers de retirer la crèche de Noel installée dans le hall de l'hôtel de ville. Le juge des référés a fait application des critères habituels posés par le Conseil d'Etat et considère qu'« <i>eu égard à la pluralité de significations que peut revêtir une crèche de Noel, l'installation d'une telle crèche, à titre temporaire, à l'initiative d'une personne publique, dans un emplacement public, n'est légalement possible que lorsqu'elle présente un caractère culturel, artistique ou festif, sans exprimer la reconnaissance d'un culte ou marquer une préférence religieuse</i> ».
19/12/2017	ACTUALITE	CRECHE / BEZIERS	Quelques heures après la décision du T.A de Montpellier, Robert Ménard retire, sous peine d'amende, sa crèche de Noel.
19/12/2017	CAA VERSAILLES	NEUTRALITE DU SERVICE PUBLIC	La CAA de Versailles décide que le porte d'une longue barbe par un élève médecin du centre hospitalier de Saint-Denis, en banlieue parisienne, ne respecte pas « <i>les obligations en matière de neutralité religieuse</i> » « <i>bien que le porte de sa barbe ne se soit accompagné d'aucun acte de prosélytisme ni d'observations des usagers du service</i> » .
28/12/2017	C.E req n° 396571	LIBERTES FONDAMENTALES	Le C.E refuse définitivement de lever l'anonymat des donneurs de gamètes, quels que soient les arguments invoqués tirés de la Conv.EDH.

28/12/2017	CONSEIL D'ETAT, requ n° 41491	CONTROLE AUX FRONTIERES	La décision de réintroduire, du 1 ^{er} novembre 2017 au 30 avril 2018, un contrôle aux frontières est une mesure proportionnée à la gravité de la menace terroriste qui respecte les règles de durée posées par le code frontières Schengen, estime le Conseil d'Etat.
------------	--------------------------------------	-------------------------	---

JANVIER 2018 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
05/01/2018	CONSEIL D'ETAT, ORDONNANCE, Mme B.. et M.D.. n° 416689	ARRET DES SOINS	<p>Le Conseil d'Etat valide l'arrêt des soins d'Ines, 14 ans, en état végétatif. Deux considérants importants à retenir :</p> <p><i>« au vu de l'état irréversible de perte d'autonomie de la jeune A...qui la rend tributaire de moyens de suppléance de ses fonctions vitales et en l'absence de contestation sérieuse tant de l'analyse médicale des services du CHRU de Nancy que des conclusions du rapport du collège d'experts mandaté par le tribunal administratif, il résulte de l'instruction, nonobstant l'opposition des parents qui ont toujours été associés à la prise de décision, qu'en l'état de la science médicale, la poursuite des traitements est susceptible de caractériser une obstination déraisonnable, au sens des dispositions de l'article L. 1110-5-1 du code de la santé publique »</i></p> <p><i>« Il appartiendra au médecin compétent d'apprécier, compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'espèce, si et dans quel délai la décision d'arrêt de traitement doit être exécutée. En tout état de cause, sa mise en œuvre impose à l'hôpital de sauvegarder la dignité de la patiente et de lui dispenser les soins palliatifs nécessaires. »</i></p>
JANVIER 2018	ACTUALITE	REPAS DE SUBSTITUTION	<p>Le Maire Front national de Beaucaire (Gard) a mis fin début Janvier 2018 aux repas de substitution dans les cantines scolaires de la ville pour les élèves ne consommant pas de porc.</p> <p>Marlène Schiappa a indiqué que le Maire <i>« en fait une arme politique antimusulmans et anti-juifs »</i>.</p>

09/01/2018	ACTUALITE	OPENDATA	Mise en ligne du rapport Cadiet ; Ce groupe de travail a été constituée pour inscrire la diffusion des décisions de justice dans le cadre plus général de la politique d'ouverture des données publiques. Il a fallu prendre en compte la particularité des décisions de justice comme données particulières.
11/01/2018	ACTUALITE	PROJET DE LOI ASILE IMMIGRATION	Présentation du projet de loi asile immigration. Principales mesures : <ul style="list-style-type: none"> - En matière d'asile, accueil : - Réduction des délais d'instruction de la demande d'asile - Réduction du délai de recours d'un mois à 15 jours. - ... • En matière d'asile, accueil : - Augmentation de la durée maximale de la rétention administrative, de 45 à 90 jours, avec prolongation possible de 15 jours si l'étranger fait obstacle à son éloignement. - Augmentation de 16 à 24 heures de la durée de la retenue administrative (anciennement GAV) pour vérification du droit au séjour - Possibilité de recourir à l'assignation à résidence pendant le délai de départ volontaire - ...
11/01/2018	REQUETE DEVANT LE CONSEIL D'ETAT	CIRCULAIRE COLLOMB /RECENSEMENT DES MIGRANTS	L'avocat, Maître Patrice Spinozi, a déposé une requête devant le C.E au nom de 27 associations afin de demander la suspension puis l'annulation de la circulaire

			Collomb. Cette circulaire rend possible pour les agents de l'administration le recensement des migrants dans les centres d'hébergements et de récolter des données à caractère personnel. Le Défenseur des droits a également demandé le retrait de cette circulaire.
11/01/2018	Réponse ministérielle n° 01425,	DRONE / COMMUNES/ DROIT A LA VIE PRIVEE	Le Ministre de la cohésion des territoires a été interrogé sur le point de savoir si une commune pouvait utiliser des drones pour effectuer des contrôles de propriétés privés pour relever d'éventuelles infractions (non-déclaration en Mairie de piscines). Après avoir rappelé le principe de la liberté de la preuve, le Ministre rappelle ce principe important à savoir que la liberté de la preuve est enfermée par deux limites importantes : la loyauté et la licéité de la preuve.
15/01/2018	ACTUALITE	PROPOSITIONS DES « CHANTIERS DE LA JUSTICE »	Un questionnaire portant sur 5 grands axes avait été envoyé aux Magistrats : <ul style="list-style-type: none"> - transformation numérique - simplification des procédures pénale et civile - organisation territoriale - efficacité des peines.
15/01/2018	ACTUALITE	ASSIGNATION / BOX VITRE	ASSIGNATION du SYNDICAT DES AVOCATS de France devant le TGI de Paris du Ministère de la Justice et de l'agent judiciaire de l'Etat pour « faut lourde ». Le syndicat demande à titre de réparation le démontage des box.
16/01/2018	CEDH, NEDESCU v. ROMANIA 70035/10	PMA	L'impossibilité pour un couple de récupérer ses embryons et donc de concevoir un autre enfant viole la CEDH. La CEDH vient protéger le projet parental au titre de la vie privée.

23/01/2018	CEDH, AFIRI ET BIDDARRI C/France (requête n° 1828/18)	ETAT VEGETATIF / DROIT A LA VIE	Les parents d'Ines, une jeune fille de 14 ans dans un état végétatif à la suite d'un arrêt cardio-respiratoire ont déposé une requête le 9 Janvier 2018 devant la CEDH. Cette dernière a déclaré la requête irrecevable. Les requérants se plaignaient du fait que la décision d'arrêt des traitements de leur fille mineure soit finalement prise par le médecin alors qu'ils s'y opposent. Ils estimaient qu'ils devraient avoir un pouvoir de codécision dans la procédure collégiale. Ils ont invoqué les articles 2 (droit à la vie) et 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) ainsi que l'article 13 (droit à un recours effectif).
23 et 24/01/2018	ACTUALITE	PROJET DE LOI « RELATIF A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES »	La commission des lois de l'Assemblée Nationale a débattu projet de loi « relatif à la protection des données personnelles » en débutant par l'audition de Nicole Belloubet, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux. Ce projet de loi porte application du règlement RGPD UE 2016/679 relatif à la protection des données
24/01/2018	ACTUALITE	LAICITE	Le Mercredi 24 Janvier 2018, le Bureau de l'Assemblée Nationale a modifié l'article 9 « Tenue en séance » en ajoutant ce paragraphe : <i>« La tenue vestimentaire adoptée par les députés dans l'hémicycle ne saurait être le prétexte à la manifestation de l'expression d'une opinion : sont ainsi prohibés le port de tout signe religieux et de toute tenue vestimentaire caractéristique d'une activité professionnelle ou autre, d'un uniforme ou comportant des emblèmes ou messages publicitaires ou des slogans de nature politique ».</i>
24/01/2018	PROCES	NON DENONCIATION DE CRIME	Depuis Mercredi 24 Janvier, Jawad Bendaoud et Mohamed Soumah sont jugés devant la 16 ^{ème} chambre correctionnelle pour « recel de terroriste ». Ils ont hébergé deux terroristes du 13 novembre 2015. L'article 434-6 du Code pénal punit le recel de terroriste de 3 ans d'emprisonnement. La peine est doublée en cas de récidive.

24/01/2018	ACTUALITE	VISIOCONFERENCE / GREVE	La grève des surveillants de prisons en France a mis en exergue le problème des comparutions par visioconférence en l'absence d'extractions. Ces visioconférences posent la question du principe du contradictoire qui n'est plus assuré.
25/01/2018	CEDH, C-473/16	VIE PRIVEE	Un demandeur d'asile ne peut pas être soumis à un test psychologique afin de déterminer son orientation sexuelle. En effet, la réalisation d'un tel test constitue une ingérence disproportionnée dans la vie privée du demandeur.